

VENDREDI 13 FÉVRIER 2026

UN PDM EN DOUANE ? MÉFIEZ-VOUS DES CONTREFAÇONS...

(CSAR DU 10 FÉVRIER 2026)



1/2



Ce mardi 10 février, l'administration a réuni son premier comité social administratif de réseau (CSAR) de l'année. Nous espérons enfin en apprendre davantage sur le fameux «**plan douanes massif**» (PDM), annoncé début février par le chef de l'État. Au lieu de cela, c'est un tout autre PDM qui nous a été servi: un **plan de déménagement massif**. Décryptage...

CHANGER D'ÉCHELLE, VRAIMENT ?

À force de réclamer des moyens, à corps et à cris, partout où cela était possible, il semble que nous ayons enfin réussi à **réveiller nos élites**. Reste à voir si elles sont vraiment prêtes à ouvrir les yeux, car s'il existe bel et bien une attention du gouvernement pour enfin se pencher sur **la situation de la DGDDI** et sur sa capacité d'intervention dans les trafics, nous sommes pourtant restés sur notre faim, en séance, concernant **le PDM** (le vrai, sic!). Hormis quelques opérations coup de poing destinées à faire bonne figure, l'objectif principal, selon notre directeur général, serait de produire un **plan d'action** pour identifier les **moyens humains et matériels** nécessaires afin que la DGDDI soit «à la hauteur» des enjeux. On nous parle donc de «**changer d'échelle**» (voir notre déclaration liminaire). Le DG et la ministre disposent d'un mois pour remettre un plan au chef de l'État, dans l'espoir d'obtenir un **nouveau contrat d'objectifs et de moyens**, le précédent ayant expiré le 31-12-2025.

Autant dire que cela commence mal: la ministre quittera ses fonctions le 22 février... Et la suite n'a rien de rassurant: ce plan nous sera communiqué, mais **sans que nous ayons la moindre possibilité d'y contribuer**. Frustrant pour les organisations syndicales, certes, mais surtout **périlleux pour l'administration**, qui engage sa responsabilité face aux personnels. Gare à la chute si les promesses ne suivent pas les ambitions affichées. Et puisqu'on parle de moyens, rappelons à nos dirigeants que la douane ne se résume pas à la lutte contre les trafics dans les flux de passagers. Elle a aussi besoin de ressources pour **contrôler le fret**, moderniser ses **outils numériques** et **accompagner les entreprises**. C'est donc **deux branches à renforcer**, pas une seule. Merci de ne pas l'oublier.

20 RESTRUCTURATIONS EN 24 MOIS : LA MACHINE S'EMBALLE

Au final, c'est un tout autre sujet qui a monopolisé l'essentiel de ce comité : **trois nouvelles mesures d'accompagnement social**, rien de moins. Au programme : le transfert **du SARC et du PSDD**, celui de la division de **Châlons-en-Champagne**, et la fermeture de **l'antenne ONAF de Dijon**.

Comme nous l'avons rappelé en propos introductif, cela porte désormais à **20 plans de restructuration en 24 mois (hors TMF)**. Le rythme est plus que soutenu : c'est même **la seule dynamique réellement assumée aujourd'hui**. Avec une centaine d'agents concernés pour cette nouvelle fournée, difficile de ne pas constater que le PDM le plus abouti à la douane, pour l'heure, n'est pas le «**plan douanes massif**»... mais bien le **plan de déménagement massif**.



« LE RYTHME EST PLUS QUE SOUTENU : C'EST MÊME LA SEULE DYNAMIQUE RÉELLEMENT ASSUMÉE AUJOURD'HUI. »



SARC ET PSDD

Les deux services quitteront leur bâtiment actuel situé au nord de Paris pour rejoindre la future **cité du renseignement financier** à Évry. Si les conditions techniques du transfert, prévu à l'automne, semblent réunies, un point reste clairement à revoir : l'offre de stationnement, très insuffisante en l'état. Nous l'avons rappelé avec insistance. Par ailleurs, environ **10% des personnels** concernés ne disposent toujours **pas de mesures d'accompagnement identifiées**. Les plus exposés sont, sans surprise, **les agents en CDD**, pour lesquels les réponses restent floues, voire inexistantes.

À ce stade, **l'alliance UNSA/CGC Douanes a rejeté le projet d'accompagnement social**, jugeant la prise en charge insuffisante et réclamant des garanties nettement plus solides.



CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE

La division supervise environ **200 agents** répartis dans sept services. Depuis le départ de la brigade châlonnaise vers Vatry, elle occupe seule le bâtiment. Résultat : elle tombe sous le coup de la **circulaire du 8 février 2023** relative à la réduction de la surface occupée par les services de l'État et se voit sommée de libérer les lieux pour **faire des économies**. Mais l'argument ne s'arrête pas là : l'administration reconnaît aussi que **l'attractivité du poste est en berne** et qu'il serait, selon elle, plus « pertinent » de transférer la division au siège de la direction, à Reims. **Pertinent pour qui, exactement ?**

Notre alliance a dénoncé **un choix purement comptable**, dénué de toute vision stratégique. On rapproche le divisionnaire du DR... pour mieux **l'éloigner des agents !** Une logique imparable. Si l'objectif était réellement de rationaliser les coûts, d'autres solutions existaient : accueillir dans les locaux de Châlons d'autres services des **MEF**, voire d'autres administrations de la **FPE** compatibles avec les exigences de sécurité de la division. Et quitte à déménager, pourquoi ne pas avoir cherché à **rapprocher la division d'autres services douaniers** déjà implantés dans la région ? Là encore, aucune réponse. *Quant aux mesures d'accompagnement, elles se sont révélées aussi incomplètes que le raisonnement qui les justifie. Il était donc hors de question pour nous d'approuver ce projet en l'état.*

L'ANTENNE ONAF DE DIJON

Si la qualité du **SEJF**, devenu **ONAF**, et l'engagement de ses agents sont indéniables, nous avons en revanche déploré **l'absence totale de stratégie nationale**. L'administration veut fermer Dijon faute de « criminalité financière » suffisante sur ce territoire. Son portefeuille serait alors redéployé sur **Metz, Lyon** et peut-être **Paris**. Mais dans ce cas, nous avons interrogé le DG sur **l'absence d'antenne ONAF en Normandie, par exemple**. Si le taux d'enquêtes est un critère déterminant, il faut aller au bout de la logique. Surprise : le DG a entendu le message et a entrouvert la porte à une réflexion sur de **nouvelles implantations**. À suivre de près.

Pour revenir à l'antenne de Dijon, présentée comme peu sollicitée par les parquets et peu attractive, les trois agents restants (sur cinq, deux étant déjà partis) semblent bénéficier d'un **accompagnement plus concret** que dans les autres dossiers. Des pistes ont été évoquées en séance, **mais rien n'est validé**, ce qui justifie pleinement notre réserve.

Enfin, il serait temps que nos dirigeants s'interrogent sur **l'investissement perdu** que représente la formation lourde à la fonction **d'ODJ** pour des personnels ensuite restructurés. *Si l'attractivité est réellement un problème, nous réitérons notre demande : aligner les primes ODJ sur celles des OPJ. Ce serait un bon début.*

L'ALLIANCE NE VALIDE PAS L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

À ce stade, les conditions d'accompagnement n'étant pas suffisamment détaillées, **l'UNSA/CGC Douanes a voté CONTRE** les mesures présentées par l'administration. Une nouvelle séance sera convoquée le **25 février** prochain.

LES RELIQUES DE LA DOUANE

Un dernier sujet devait retenir notre attention : un projet d'arrêté portant application de l'article **R. 131-1 du code des douanes** (CD), visant à lister les bureaux et brigades de la DGDDI. Le nouveau CD impose en effet de connaître précisément les implantations douanières afin d'établir le **rayon d'action de nos contrôles** (l'actuel art. 60-1, futur L. 422-2). Abordé fin janvier, le sujet est soudain devenu si urgent qu'il faudrait désormais le voter sans délai. Ironie de l'histoire : cette liste, réclamée depuis des années par les syndicats et toujours restée intouchable, devient brusquement **sacrée et urgente...** dès lors qu'une norme supérieure l'exige. Notre alliance n'a pas goûté cette **précipitation opportuniste**. Sans références solides, sans points de départ clairs, les demandes de compléments étaient tout simplement impossibles à instruire. Il fallait surtout, au passage, **officialiser la fermeture de plusieurs bureaux et brigades** déjà inhumés depuis longtemps, mais jamais assumés.

Nous avons donc refusé de participer au vote soumis par l'administration. Elle assumera seule la rédaction de son acte « authentique », qui deviendra par la même occasion pleinement ouvert à la critique et aux amendements que les syndicats ne manqueront pas de formuler.

Alea jacta est.

